

Le choix de la guerre pour régler la question du nucléaire iranien ?

Thierry Coville, TRADUIT EN FRANÇAIS PAR L' **EISMENA**

DANS **EISMENA 2025/3 N° 3**, PAGES 18 À 19

ÉDITIONS **EUROPEAN INSTITUTE FOR STUDIES ON THE MIDDLE EAST AND NORTH AFRICA**

Date de mise en ligne : 13/10/2025

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-eismena-2025-3-page-18?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour European Institute for Studies on the Middle East and North Africa.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Le choix de la guerre pour régler la question du nucléaire iranien ?

Thierry Coville est chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Iran. Docteur en sciences économiques, il effectue depuis près de vingt ans des recherches sur l'Iran contemporain.

L'attaque de l'Iran par Israël le 13 juin a été justifiée par l'État hébreu comme une « guerre préventive » face au « risque existentiel » que représenterait l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire. Cette attaque intervient hors de tout cadre légal puisque le concept de « guerre préventive » n'est pas reconnu par le droit international. Elle intervient alors qu'il n'y a aucune preuve que l'Iran ait pris la décision de construire une bombe atomique. Mais surtout, cette attaque a aussi pour conséquence d'interrompre les négociations entre l'Iran et les États-Unis commencées depuis avril 2025 visant à obtenir un accord qui garantirait que l'Iran ne se dirige pas vers l'acquisition de l'arme atomique.

Il semblait pourtant que ces négociations, en dépit de nombreux obstacles, pouvaient aboutir. D'un côté, Donald Trump, tout en menaçant régulièrement de bombarder l'Iran s'il n'y avait pas d'accord, répétait qu'il voulait à tout prix éviter une guerre avec l'Iran, cet objectif semblant cohérent avec sa promesse électorale de mettre fin aux « guerres sans fin » des États-Unis. Du côté iranien, la volonté de négocier était réelle, motivée par la position de faiblesse de la République islamique à cause de la perte d'influence de « l'axe de la résistance », depuis le 7 octobre 2023, du fait de la quasi-disparition du Hamas, des coups subis par le Hezbollah et de la chute de Bachar el-Assad en Syrie⁵⁹. Un autre facteur décisif était un environnement socio-politique profondément dégradé en Iran. La légitimité de la République islamique d'Iran a été affectée par les protestations de 2022 liées à la mort de Mahsa Amini. De plus, avec une inflation de 30 % en moyenne depuis 2012, selon la Banque Mondiale, du fait des sanctions, la population est épuisée comme en témoigne les protestations, ces dernières années, de nombreux corps sociaux comme les infirmiers, instituteurs, retraités, etc. Les dirigeants iraniens voyaient ces négociations comme une opportunité pour lever un certain nombre de sanctions américaines. Un accord avec un président républicain pourrait conduire à un accord plus durable qu'en 2015 puisque le Congrès, en majorité républicain, pourrait approuver la levée d'un certain nombre de sanctions⁶⁰. Après cinq séances de négociation, organisées avec la médiation du Sultanat d'Oman, le principal obstacle à un accord concernait le droit de l'Iran à enrichir de l'uranium. La position américaine était que l'Iran supprime toutes ses capacités d'enrichissement d'uranium, estimant que cette possibilité facilite l'acquisition de l'arme nucléaire. Du côté iranien, ils étaient prêts à limiter leur programme nucléaire pour donner des garanties qu'il ne devienne pas militaire, tout en insistant sur leur droit à procéder à l'enrichissement d'uranium.

Israël, qui était dès le départ opposé à ces négociations, a donc décidé d'attaquer militairement l'Iran. Par la suite, les États-Unis se sont joints à cette attaque lors de l'opération *Midnight Hammer*, en bombardant les sites nucléaires de Fordo, Natanz et Isfahan. Puis, un cessez-le-feu a été obtenu par les États-Unis après douze jours de guerre. Quel bilan peut-on tirer aujourd'hui de ce

⁵⁹ Cf. Thierry Coville, « Chute de Bachar El Assad en Syrie ; quelles conséquences pour l'Iran ? », IRIS, 11 décembre 2024 ([Chute de Bachar Al-Assad en Syrie : quelles conséquences pour l'Iran ? - IRIS](#))

⁶⁰ - Une grande partie des sanctions qui pèsent actuellement sur l'économie iranienne sont des sanctions votées par le Congrès américain.



conflit ? L'Iran a connu une défaite militaire qui n'est pas vraiment surprenante car, du fait des sanctions, il ne dispose que de vieux avions de chasse incapables de lutter à armes égales face à l'aviation israélienne. Par ailleurs, son système de défense anti-aérien a été incapable de s'opposer efficacement aux attaques israéliennes. On peut cependant noter que l'Iran a su répondre aux attaques israéliennes par des tirs balistiques qui ont atteint Israël en dépit de son système de protection anti-missiles, autrement dit son Dôme de Fer. D'un autre côté, il n'est pas sûr qu'Israël ait gagné cette guerre puisque ses deux objectifs, la destruction des capacités d'enrichissement d'uranium de l'Iran et, l'autre, invoqué après le début de la guerre, d'obtenir un « changement de régime » en appelant au soulèvement de la population, n'ont pas été atteints. Le directeur de l'AIEA considère que ces bombardements vont conduire à un retard de quelques mois du programme iranien d'enrichissement de l'uranium. Par ailleurs, on a plutôt constaté, en Iran, en dépit des tensions politiques en interne, un soutien de la population au pouvoir du fait d'un « nationalisme de résistance » face à une agression extérieure.

La question qui était encore hier centrale était de savoir si les négociations entre l'Iran et les États-Unis pouvaient réellement reprendre et aboutir. Du côté iranien, un profond sentiment de trahison domine : beaucoup estiment que Donald Trump a laissé l'attaque israélienne se déployer alors même que des discussions étaient en cours à Téhéran. Malgré ce climat de tension et sous la pression d'un ultimatum américain et de ses alliés, l'Iran a néanmoins accepté, ce lundi 21 juillet, d'engager de nouvelles négociations sur les questions liées à son programme nucléaire. Une première réunion est prévue ce vendredi 25 juillet à Istanbul⁶¹.

Pour autant, cette ouverture ne signifie pas nécessairement un changement de ligne de la part de Téhéran. Il est probable que les autorités iraniennes continuent d'exiger leur droit à enrichir de l'uranium à des fins civiles, notamment pour la production d'électricité. À l'intérieur du pays, les débats restent vifs : les factions les plus radicales s'opposent fermement à tout compromis avec Washington. Certains responsables politiques vont même jusqu'à évoquer une possible sortie de l'Iran du Traité sur la non-prolifération des armes (TNP), preuve des tensions internes croissantes.

Par ailleurs, fin juin 2025, les autorités iraniennes ont suspendu leur coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qu'elles accusent d'avoir perdu toute impartialité ces derniers mois⁶².

Dès lors, même si un cadre de négociation est désormais en place, une question reste en suspens : Donald Trump sera-t-il prêt à faire preuve de souplesse, notamment sur la question de l'enrichissement de l'uranium ? Rien n'est moins sûr. En cas d'échec de ce nouveau cycle de discussions, le risque d'une escalade militaire reste bien réel.

⁶¹ “L'Iran accepte de reprendre les discussions sur son programme nucléaire avec la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni”, Le Monde, 21 juillet 2025, disponible via le lien suivant : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/21/l-iran-accepte-de-reprendre-les-discussions-sur-son-programme-nucleaire-avec-la-france-l-allemande-et-le-royaume-uni_6622677_3210.html

⁶² “Nucléaire iranien : Téhéran suspend officiellement sa coopération avec l'AIEA”, Le Monde, 2 juillet 2025, disponible via le lien suivant : https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/02/nucleaire-iranien-teheran-suspend-officiellement-sa-cooperation-avec-l-aiea_6617379_3210.html